L'anthropologue entre les tyrannies des terrains et le choix d'une éthique

A propos de trois contextes d'enquête au Niger

Hadiza Moussa

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/304>

DOI : 10.4000/anthropodev.304

ISSN : 2553-1719

Éditeur

APAD - Association pour l'anthropologie du changement social et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2014

Pagination : 99-121

ISBN : 9791093476018

ISSN : 2276-2019

Référence électronique

Hadiza Moussa, « L'anthropologue entre les tyrannies des terrains et le choix d'une éthique », *Anthropologie & développement* [En ligne], 40-41 | 2014, mis en ligne le 01 septembre 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/304> ; DOI : 10.4000/anthropodev.304

La revue *Anthropologie & développement* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

L'anthropologue entre les tyrannies des terrains et le choix d'une éthique

A propos de trois contextes d'enquête au Niger

Hadiza Moussa¹

Les situations de l'enquête de terrain sont le lieu d'interactions, de négociations et de conflits souvent liés à l'« implication forte » inhérente à la démarche de l'anthropologue. Cette implication est déclinée par Olivier de Sardan (2000) sous forme d'idéal-types représentatifs qui peuvent aller selon divers auteurs de « l'engagement ambigu » au « dédoublement statutaire » en passant par « la conversion ». Ces pratiques de terrain ne sont pas toujours exprimées dans les textes. Aussi, restituer des pratiques souvent tues, voire étouffées, à travers des enquêtes empiriques, reflète la « sensibilité » de certains terrains qui révèlent de multiples charges affectives. La dimension « pleinement sensible du terrain » amène alors à considérer le risque comme une donnée centrale de la pratique ethnographique. L'article aborde concrètement ici cette question du traitement du risque à partir d'études sur l'excision, sur les femmes et sur les pratiques illicites des personnels soignants. Le risque n'est pas, comme on le pense couramment, l'exclusivité des terrains où s'exerce une violence brute, directement visible. Les trois contextes que je décris ici dévoilent avant tout « des enjeux moraux exacerbés » qui peuvent, faute de doigté et de vigilance du chercheur, déboucher sur de graves déconvenues pouvant conduire à la violence physique.

Fieldwork situations are made of interplays, bargains and conflicts most often linked to the strong involvement required by the anthropological method. Jean-Pierre Olivier de Sardan (2000) described the anthropologist engagement in fieldwork with ideal-typical categories ranging from 'ambiguous commitment' to 'conversion' and

¹ Les coordinateurs du dossier thématique ainsi que la rédaction remercient Laurent Vidal et Oumarou Hamani pour leur relecture de ce texte.

'splitting status'. These field positions are most often withheld in final publications. Then, the restitution of these often denied or hidden practices highlights the very sensitivity of an emotionally loaded research. The emotional dimension of fieldwork plays a role in making risk a central element of ethnographic practice. The paper investigates hazards and risks through the analysis of three different fieldwork's experiences (on excision, on women and on illegal practices of hospital nurses, attendants and practitioners). Here, it appears that risk is not an exclusivity of brutal and violent fieldwork situations. Hazards may spring from situations where highly sensitive hidden moral stakes undermine daily inquiries in such a way that the slightest researcher's mistake may generate verbal and even physical violence.

Introduction

Les situations de l'enquête de terrain sont le lieu d'interactions, de négociations et de conflits souvent liés à l'« implication forte » inhérente à la démarche de l'anthropologue. Cette implication est déclinée par Olivier de Sardan (2000) sous forme d'idéal-types représentatifs allant de « l'engagement ambigu » (suivant la posture adoptée par exemple par J. Favret-Saada) au « dédoublement statutaire » (proposé par T. Berche) en passant par « la conversion » (de J. Rosette). Ces pratiques de terrain ne sont pas toujours exprimées dans les textes. Aussi, restituer des pratiques souvent tues, voire étouffées, à travers des enquêtes empiriques, reflète la « sensibilité » de certains terrains qui révèlent de multiples charges affectives. La dimension « pleinement sensible du terrain » (Bouillon, Fresia et Tallio, 2005) amène alors à considérer le risque comme une donnée centrale de la pratique ethnographique.

Le rapport au risque construit par l'anthropologue peut cependant varier d'un contexte à l'autre, d'une problématique à l'autre, d'un objet à l'autre, d'un chercheur à l'autre. L'ensemble des trois postures qui font l'objet du présent article illustrent comment le chercheur négocie en sa faveur les « marges d'incertitude » (Crozier et Friedberg, 1977) pour collecter des données nécessaires à ses recherches. S'agissant de mes terrains, les thématiques comme le corps, les rapports sociaux de sexe, les intérêts corporatistes, les normes et valeurs portées par un groupe social donné et

portées par la religion musulmane sont au cœur des enjeux sociaux défendus par des individus ou des groupes d'individus. Et, en tant qu'enjeux, ces questions sont porteuses de risques. Dans l'expression courante, « risque » et « danger » sont le plus souvent confondus. En effet :

« Le danger relève d'une menace quelconque sur les personnes ou sur les choses ayant de la valeur pour les personnes. Alors que le risque est la mesure de ladite menace en termes de probabilité de pertes associées au phénomène qui se présente et de vulnérabilité spécifique à l'élément exposé. » (Pardo, 2002 : 285)

Autrement dit, il s'agit ici de démontrer la consubstantialité du terrain ethnographique avec le risque/danger quelles que soient les formes que celui-ci revêt.

Je vais très concrètement aborder cette question du traitement du risque à partir d'études sur l'excision, sur les femmes et sur les pratiques illicites des personnels soignants. Le risque n'est pas, comme on le pense couramment, l'exclusivité des terrains où s'exerce une violence brute, directement visible. Les trois contextes que je décris ici dévoilent avant tout « des enjeux moraux exacerbés » (Bizeul, 2007) qui peuvent, faute de doigté et de vigilance du chercheur, déboucher sur des graves déconvenues pouvant conduire à la violence physique.

Méthodologie de la réflexion : une introspection anthropologisante non « ethno-ego-centrique »²

Les éléments de méthodologie que je rapporte ici sont quelques peu éloignés des démarches classiques conventionnelles qu'un chercheur anthropologue est tenu d'adopter dans sa « confrontation » au terrain. Ma démarche, comme toute introspection, allie réflexivité et subjectivité même si le chercheur peut s'atteler à rendre cette dernière « méthodique », à l'instar du populisme qui peut s'exprimer de manière méthodologique

² L'expression « ethno-ego-centrisme » est de J.P. Olivier de Sardan (1988).

(Olivier de Sardan, 1995a)³. Aussi, je propose cette analyse en me basant sur une expérience personnelle de terrain et du registre du non-dit.

Ma démarche ici transcende le cadre des « difficultés rencontrées » qui, au fil du temps, s'est érigé en une sorte de passage obligé dans l'esquisse de la démarche méthodologique qui amène tout chercheur presque de manière lapidaire à rapporter quelques contraintes liées à la collecte des données. Mes attitudes et états affectifs chargés de peurs, d'hésitations, d'intuitions, de réflexions souvent contradictoires, ainsi que les postures de mes enquêtés, qui n'ont pas pu être intégralement décrites dans la « charte méthodologique » classique de l'anthropologue, seront donc retracés. Dans cette posture qui vise à « parler de soi » et à questionner la « pratique de soi » il y a inévitablement une forme de mise en scène, acceptée, de mes vulnérabilités. C'est pourquoi, le recours au « je méthodologique » s'est de lui-même exceptionnellement imposé, non pas pour m'insérer dans l'air du temps, pour succomber à une mode « scientifique » ni pour proclamer :

« un rejet du positivisme classique associé au discours indirect au profit d'une posture qui se proclame critique, compréhensive, intersubjective, dialogiste... » (Olivier de Sardan, 2000 : 222)

Plus simplement, l'implication du chercheur dans ce type d'analyse est inévitable – donc il n'y a pas lieu d'éviter le « je » – à charge pour lui de ne pas sombrer dans un enclichage (Olivier de Sardan, 1995b).

Détour théorique sur le risque du terrain ethnologique

La consubstantialité du terrain d'enquête avec la question de l'exposition du chercheur à un risque a fait l'objet de nombreuses réflexions en sciences sociales. Selon les terrains, l'adaptation du chercheur aux contraintes varie. Le terrain ethnologique présente des spécificités qui met-

³ Le « populisme méthodologique », pour Olivier de Sardan, a l'avantage de se départir de certains clichés ou certaines configurations idéologiques qui sont à la fois méprisants, exotisants et misérabilistes.

tent le chercheur face à ce qu'il peut ressentir comme une forme d'ostracisme nourrie par ses enquêtes (Agier, 1997 ; Albera, 2001 ; Boumaza et Campana, 2007 ; Peritore, 1990 ; etc.). Le terrain peut plonger le chercheur dans des dilemmes éthiques et politiques (Céfaï et Amiraux, 2002). Le chercheur ne sait souvent « *quelle gouverne adopter face aux schismes, conflits et tensions qui ont cours dans une communauté...* » (Céfaï, 2003 : 608). L'ouvrage collectif *Terrains sensibles* (Bouillon, Fresia et Tallio, 2005) retrace la posture du chercheur, à partir de différentes expériences de recherche ethnographique aux enjeux sociopolitiques variés, chargés autant d'affects que de risques perçus ou réels. Dans l'introduction de l'ouvrage, Bouillon, Fresia et Tallio mettent en avant trois principales caractéristiques qui sont au fondement des terrains « sensibles ». Ces terrains sont d'abord :

« [...] porteurs d'une souffrance sociale, d'une injustice, de domination, de violence, [...] (ensuite ils) impliquent de renoncer à un protocole d'enquête par trop canonique, [...] avec un souci permanent de rigueur, de nouvelles manières de faire, (et enfin) les espaces enquêtés sont souvent isolés, fermés, à la marge, et le caractère éphémère de certaines situations est susceptible de précipiter la recherche, ou de la clore. » (Bouillon, Fresia et Tallio, 2005 : 13)

Des camps de réfugiés (Fresia, Baujard) aux squats (Bouillon) en passant par les zones de transit pour les demandeurs d'asile et les candidats à l'immigration en Europe (Estelle D'Halluin, Elie Goldschmidt), la vigilance du chercheur est sans cesse interpellée pour adapter sa démarche à chaque contexte. Se construit alors un mélange d'engagement et de distanciation toujours nécessaire pour résoudre des dilemmes et éventuels biais méthodologiques tout comme pour penser les questions éthiques (Fassin et Bensa, 2008 ; Céfaï, 2010).

La métaphore militaire du titre « Terrains minés en ethnologie » de la revue *Ethnologie française* met également en évidence la dangerosité du terrain ethnographique. Dans la présentation de ce numéro, Albera (2001) montre notamment les dangers physiques réels ayant contribué à « *former une mythologie disciplinaire passablement héroïque* » ou les dangers symboliques « *liés à la particularité de la situation ethnographique, qui imbrique un projet de savoir dans une expérience d'intense implication per-*

sonnelle » (Albera, 2001 : 5) éprouvés par les chercheurs. L'auteur note en effet que :

« La pratique de terrain est donc minée de l'intérieur ; ses bases épistémologiques ont été rongées, creusées, érodées par l'archéologie du savoir ethnologique et la déconstruction de ses mises en scène rhétoriques. Cela est à l'origine d'un malaise diffus, qui mine la santé de la discipline. » (Albera, 2001 : 5)

Les pièges dont il est question dans les articles de ce numéro sont surtout de type méthodologique et épistémologique et peuvent contribuer à développer l'inconfort ethnographique.

L'enquête ethnographique aujourd'hui commune à plusieurs sciences sociales (sociologie, histoire, science politique, etc.) évolue, qu'on ne se méprenne guère, dans une « arrière-cour » sur laquelle repose l'essentiel du « processus de production de connaissance savante » (Boumaza et Campana, 2007). Et c'est à juste titre que Thomas Eriksen soutient que :

« Les textes clairement développés, systématiques et bien équilibrés écrits par les anthropologues sont plus que souvent le produit final d'une longue période sur le terrain caractérisée par l'ennui, la maladie, les privations personnelles, de déceptions et de frustrations. » (Eriksen cité par Boumaza et Campana, 2007 : 5)

Cette fusion « de choses décevantes et de choses réussies », telle que la qualifie Bizeul (2007) détermine donc en grande partie les analyses scientifiques.

Malgré la précision d'ordre sémantique ci-dessus mentionnée, je vais dans l'argumentaire qui suivra employer indistinctement risque et danger car j'ai été confrontée, selon les moments et les objets, à l'un ou à l'autre à des moments et dans des espaces différents, et parfois aux deux à la fois. De l'étude de l'excision à celle des enjeux de soins en passant par l'analyse du statut et des droits de la femme, j'ai sans cesse été confrontée à des difficultés d'ordre éthique. Je discuterai notamment des dilemmes, des tyrannies ainsi que de mon ressenti autour de ces trois terrains ethnographiques.

Contexte 1 : le « sous-terrain » d'une étude sur l'excision en 2007⁴

Le Comité nigérien sur les pratiques traditionnelles ayant un effet sur la santé des femmes et des enfants (CONIPRAT) a initié en 2007, grâce à un financement de l'UNICEF, dans une dizaine de villages de la commune rurale de Torodi (une commune frontalière du Burkina-Faso), un programme éducatif qui initie les populations à la connaissance des droits humains, de la santé de la reproduction, de la prévention des maladies, ainsi qu'à l'hygiène et à la propreté. Des participants à ce programme ont été choisis avant son lancement pour être formés pendant 6 mois par des Facilitateurs Communautaires (FACOM). En prélude à l'exécution de ce programme, le CONIPRAT a engagé une évaluation qualitative du niveau de connaissances, attitudes et pratiques (CAP) de la population sur ces questions.

Choisie pour conduire cette étude, j'ai de prime abord compris que l'entrée par les droits humains était un euphémisme et une approche feutrée pour aborder la question cruciale de l'excision dans une zone qui est restée très conservatrice quant à sa pratique. Mes appréhensions ont vite été confirmées par les responsables de CONIPRAT pour qui « le programme éducatif constitue une entrée adoucie pour combattre l'excision ». Les enquêtes ont exclusivement concerné les populations au sein desquelles les survivances de l'excision ont encore cours : les Gourmance et les Peuls. L'équipe de recherche constituée d'un chercheur, de deux assistants de recherche et de quatre enquêteurs a sillonné pendant un mois les dix villages retenus pour l'étude. Les attitudes et les discours révélateurs de risque pour le chercheur peuvent être regroupés autour des deux points suivants : méfiance/hostilité des populations et interférence du bailleur de fonds. Avant de les évoquer, je rappellerai les précautions méthodologiques prises, a priori, pour prémunir l'équipe de recherche de ces déconvenues ou en atténuer l'impact.

⁴ J'emprunte l'expression à Marc Abelès (2002).

Précautions méthodologiques

A priori, il n'est d'enquête anthropologique qui ne se soit confrontée à la méfiance des groupes sur lesquels elle porte (Giafferi, 2004 ; Albera, 2001 ; Boumaza et Campana, 2007 ; etc.). En Afrique, et particulièrement au Niger, les forces de sécurité (police, garde nationale, gendarmerie), les journalistes et les opérateurs de développement, entre autres, ont chacun à leur manière « miné » le terrain pour les chercheurs en sciences sociales. Les premières sont craintes pour leur force répressive. La collecte des impôts, la poursuite des brigands (assez courante dans la zone d'étude) ont tissé une image tyrannique de celles-ci face à laquelle toutes sortes de postures d'évitement et de méfiance sont développées⁵. Les journalistes sont aussi, selon les circonstances, esquivés, même s'ils sont certainement moins craints que les forces de l'ordre.

Néanmoins, cette esquivance qui est presque systématique en contexte urbain, l'est beaucoup moins dans les espaces ruraux. Dans bien de cas, on est en demande de « publicité » car beaucoup d'enquêtés espèrent à travers les enregistrements audio et/ou visuels se valoriser en jouant « les vedettes du village », le temps d'un cliché. On espère s'entendre et/ou se voir parler à la radio et/ou à la télévision. Les populations adoptent une posture utilitariste vis-à-vis des opérateurs de développement et assimilés (par exemple un chercheur peut selon le cas être confondu avec un agent d'ONG ou de projet ou d'un organisme humanitaire) et pour ce faire veulent s'assurer un bénéfice avant de s'engager dans un échange verbal comme l'entretien. En fonction de l'étiquette qui lui est collée (force de répression, journaliste ou agent de développement), le chercheur peut être accepté ou rejeté. Quand il est jugé inquisiteur et subversif, il peut être rejeté de manière incisive. Cette attitude peut se muer et se traduire en hostilité voire en menaces verbales et physiques. C'est en essayant d'anticiper ces différents aspects qu'une grande partie des outils de collecte de données (questionnaires et guides d'entretien) a été consacrée

⁵ Makalondi est une zone frontalière prisée par les malfaiteurs qui commettent des forfaits en territoire Burkinabé et s'évanouissent au Niger ou, inversement, opèrent au Niger et disparaissent au Burkina Faso.

aux droits humains⁶. D'une part vont être recueillies des informations sur les perceptions et pratiques populaires sur l'éducation, la santé, l'environnement, le mariage, les violences conjugales, la participation citoyenne, la succession, l'héritage, les moyens de production ; d'autre part, la collecte d'information va aussi porter sur les connaissances par les populations des IST et des moyens de prévention, des droits reproductifs, de l'hygiène du corps, des pratiques culturelles ou religieuses.

La première précaution méthodologique prise a été de nature sémantique. Ainsi, pour éviter toute difficulté, les questionnaires et les guides d'entretien ont été élaborés en évitant l'emploi des termes « excision », « Mutilations Génitales Féminines (MGF) » et même « circoncision ». La terminologie « marquages corporels » qui a une dimension plus large parce qu'elle intègre, entre autres, les scarifications, les piercings, le taillage ou le polissage des dents, leur a été préférée. Dans les guides d'entretiens, l'évocation de la pratique de l'excision est retardée le plus longtemps possible. Les enquêteurs ont aussi été spécialement formés pour aborder cette dernière en provoquant une transition dans laquelle les enquêtés évoqueront eux-mêmes le sujet jugé tabou. Cette « maïeutique discursive » circonstancielle a toutefois induit des résultats mitigés. Si certains enquêtés ont accepté d'en discuter, le reste de la population ne s'est pas montrée dupe et cette entrée méthodologique par les droits humains, sous-tendue par des logiques stratégiques bien claires, ne l'a pas convaincue. La pratique de l'excision dans cette zone a donné lieu à des enquêtes, des critiques d'ONG ou des autorités locales et régionales. Ces initiatives, souvent loin de décourager la pratique de l'excision, ont au contraire favorisé le repli identitaire des populations pratiquantes qui s'abritent derrière la défense d'un patrimoine culturel et de « traditions » qui méritent du respect et de la considération (Moussa, 2008).

⁶ Deux questionnaires, ayant une même trame thématique, ont été élaborés : l'un est destiné aux bénéficiaires du programme éducatif et le second à la population « globale ».

De la méfiance et de l'hostilité des populations vis-à-vis de l'équipe

Partout où l'équipe d'enquête est passée, la population a fait montre d'une attitude très méfiante. Toute personne « étrangère », quand elle n'adopte pas une approche « humanitaire », est perçue comme un inquisiteur sur le sujet de l'excision. Les villages retenus pour les enquêtes sont très proches des frontières du Burkina Faso et cela n'a pas manqué d'avoir des implications « négatives » sur le déroulement de l'enquête. En conséquence, une sorte d'« effet Burkina » où la pratique de l'excision est fortement réprimée a été ressenti et relevé. Toute recherche dans ce milieu est d'avance perçue comme une « Enquête sur l'excision ». Malgré l'approche avisée et prudente que l'équipe d'enquête a adoptée, la suspicion, par endroits, est restée entière. C'est pourquoi la première demi-journée a généralement été utilisée comme une période d'immersion pour permettre à l'équipe de « sonder » discrètement son acceptation et la « recevabilité » de l'enquête par les villageois. Dans ces conditions, aussi, la liste des participants au programme éducatif n'a pas été systématiquement utilisée que ce soit pour les questionnaires ou pour les entretiens⁷. Il s'agissait d'éviter aux populations de faire un lien direct ou indirect entre l'équipe d'enquête et CONIPRAT d'une part, et avec les FACOM d'autre part. L'équipe d'enquête a aussi tenu à ne pas mentionner les termes « CONIPRAT », « FACOM » et « excision », sauf quand les enquêtés les mentionnaient. En dépit de toutes ces précautions méthodologiques, les motivations réelles de l'enquête finiront par être dévoilées. De plus l'attitude défensive de la population n'est pas sans compliquer cette atmosphère déjà nourrie de suspicions. À Lilingou, l'un des villages de l'étude, un vieillard, de manière tout à fait fortuite, a considéré que l'équipe est venue « réaliser des enquêtes sur l'excision » (sic) et a fait le tour du village pour inviter les villageois à ne pas accorder d'entretien aux enquêteurs. Il a fallu au superviseur faire preuve de beaucoup de tact pour surmonter cette contrainte. La mission de supervision que j'ai organisée de manière expresse a failli être encore plus périlleuse. À l'approche du véhicule, certains villageois ont proféré des insultes à mon endroit. Ne com-

⁷ Plus que celles des autres membres de la communauté, les connaissances, attitudes et pratiques (CAP) des participants étaient très attendues des commanditaires de l'étude.

prenant pas la langue, je n'ai pas tout de suite saisi le sens des mots prononcés même si l'expression des visages qui m'accueillaient n'était nullement aimable. Après de longues négociations, les enquêtes ont finalement été réalisées sans qu'aucune fois le mot excision ne soit évoqué.

Dans le village de Singui-tondi, l'une des étapes les plus difficiles de cette recherche, la population a organisé une assemblée villageoise lors de laquelle les enquêteurs ont failli être lynchés, n'eût-été l'intervention du chef de village. Ils ont ensuite été menacés et sommés d'avouer leurs liens avec CONIPRAT. Là également, le superviseur a dû développer un fastidieux travail de démenti pour rassurer les villageois.

Rappelons que l'excision, envisagée à l'aune des droits humains, est fortement décriée aux plans national et international, et ne peut donc, pour se perpétuer, que se cantonner dans les espaces infranchissables de l'indicible, de l'insaisissable et de l'invisible. Considérée comme passéiste et même « barbare », comme l'était la sorcellerie dans le bocage étudiée par Favret-Saada (1985), l'excision est apparue « taboue » y compris dans l'expression ordinaire des populations qui la pratiquent encore. Face aux contraintes et aux risques des terrains ethnographiques, les formes de résistance sont variées (Vidal, 2010). Ma résistance a essentiellement été d'ordre psychologique. Un mélange de ruse et d'empathie a été mobilisé pour instaurer une certaine confiance avec les enquêtés timorés à l'extrême, ceci de façon à atteindre les objectifs assignés à la recherche.

Interférences intempestives du bailleur de fonds

Une autre difficulté non moins importante a été l'intervention massive de l'institution qui finance l'étude à travers son « point focal ». Conformément aux termes de référence soumis à l'appréciation du chercheur, un protocole de recherche qui détaille la méthodologie, la durée et la composition de l'étude a été déposé auprès de l'UNICEF. Le point focal, abstraction faite de ce cadre tracé, a souvent voulu orienter le travail selon les ressentis des populations qui, comme indiqué précédemment, soupçonnent toutes les recherches menées dans leur milieu d'être des enquêtes d'exhibition et d'altération de leurs mœurs. Les échanges téléphoniques et de courriers électroniques ont souvent été houleux et ont failli provoquer une rupture de contrat.

Quoi qu'il en soit, j'ai saisi, dans ces interventions, une volonté injonctive pour orienter et contrôler les enquêtes en dehors du cadrage méthodologique indiqué dans le protocole de recherche. Ce type d'attitude empiète bien entendu sur les attributions et la liberté du chercheur.

Contexte 2 : une inquisition « subversive » et « féministe »

En 2009, une étude sur le statut et les droits de la femme au Niger au regard des institutions traditionnelles et religieuses a été confiée à trois chercheurs-consultants : un islamologue, un juriste et une socio-anthropologue (moi-même). Chaque chercheur était, pour le besoin de la collecte des données, accompagné de deux étudiants des deux sexes⁸. L'identification des facteurs sociaux, culturels, économiques, politiques favorables et défavorables à la promotion du statut social de la femme, ainsi que des facteurs liés aux pratiques religieuses et traditionnelles au sein des différents groupes socio-économiques du Niger, constituait le principal objectif assigné à cette étude commanditée par le ministère nigérien de Promotion de la femme et de la Protection de l'enfant, avec l'appui financier du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP). Le protocole précisait explicitement :

« [...] d'identifier les mécanismes sociaux, économiques, culturels, politiques permettant la promotion des espaces appropriés d'expression et de mise en valeur des potentialités des femmes, ainsi que la défense des droits et devoirs des femmes et des hommes dans la société nigérienne. »

Répondre à une telle exigence du « bailleur » impliquait nécessairement et logiquement un détour par la connaissance et l'analyse des modèles de société que prescrivent les trois principales sources de droit : les traditions, la religion et le droit positif. Pour couvrir l'ensemble du pays, une zone de deux à trois régions a été affectée à chaque chercheur. Mon équipe était tenue de mener ses « investigations » dans la partie ouest du

⁸ Approche genre oblige ! L'UNFPA et le ministère de la Promotion de la femme, principaux commanditaires de l'étude, ne peuvent tout naturellement déroger à une règle dont ils sont les défenseurs et vulgarisateurs attitrés.

pays, à savoir Dosso, Niamey et Tillabéry. Les leaders des associations féminines, les religieux (leaders comme non leaders) et les chefs traditionnels, entre autres, faisaient partie des « groupes-cibles » que mon équipe devait enquêter. J'ai convenu d'une répartition des tâches avec les enquêteurs. Ainsi, pendant qu'ils réalisaient les enquêtes dans les deux autres régions, j'ai, de mon côté, effectué à Niamey des entretiens avec la plupart des leaders religieux (hommes et femmes), des leaders des structures associatives féminines, des hauts fonctionnaires de l'administration centrale, des projets, ONG et organismes internationaux. Les problèmes recensés au cours de cette recherche vont de l'encliquage forcé au risque encouru d'une « *fatwa* » en passant par un étiquetage « déculturant »⁹.

Le chercheur « encliqué » à son corps défendant

J'ai réalisé mes enquêtes sans grande difficulté au sein de toutes les structures à l'exception de certains milieux religieux. Ceux-ci ne sont pas homogènes : il existe ce qu'il faut appeler les « religieux modérés » et les « religieux extrémistes ». Loin de rendre cette catégorisation figée, ces qualifications peuvent aider à comprendre les postures « hostiles » auxquelles j'ai été confrontée sur le terrain.

Au sein de toutes les organisations étudiées, une « catégorisation réciproque » s'est développée pendant la relation d'enquête (Céfaï et Amiraux, 2002). En effet, dans les structures féminines non confessionnelles, certains enquêtés (en majorité des femmes) m'ont classée, non sans enthousiasme et avec souvent une sympathie débordante et débridée, dans une catégorie, celle de « l'avocate des femmes ». Elles ont très vite mis entre parenthèses mon identité de chercheur, astreinte à une neutralité, non instrumentale mais axiologique, et se sont attachées d'abord à celle de la femme elle-même soumise à leurs yeux aux aléas de la « domination masculine » (Bourdieu, 1998) et sociale, et ensuite à celle de la femme instruite qui est et doit être « logiquement » en décalage et même « en guerre » contre ce carcan.

⁹ Une *fatwa* est un avis juridique donné par un spécialiste de la loi islamique sur une question donnée. Dans le langage courant, notamment celui des médias, une *fatwa* est généralement assimilée à une forme de condamnation religieuse. C'est le sens de son utilisation dans cette analyse.

J'ai certes collecté les données requises par mon protocole d'enquête. Néanmoins, puis-je dans l'absolu prétendre qu'elles ont été objectives ? Les discours recueillis chez la majorité de ces leaders m'ont parus très victimisants au point où il m'a souvent été difficile de me retrouver et de m'y reconnaître en tant qu'endo-ethnologue, les traits étant souvent durcis à l'infini. A l'image de cette enquêtée leader politique pour qui les femmes nigériennes ne jouissent d'aucun droit et dont la vie, selon elle, est « comparable à un enfer ». Que penser de cette autre membre d'une grande association féminine très en vue, qui pense que « la femme, au Niger, est tout simplement l'esclave de l'homme et du système patriarcal » ? Souvent accusée, dans des cercles de sociabilité restreints, d'être « une féministe radicale »¹⁰, j'ai trouvé ces réflexions très exagérées et par conséquent très subjectives. Elles me semblaient d'autant plus subjectives qu'à la fin de ces types de discours (ou même avant), je suis presque chaque fois tacitement désignée par ces enquêtées pour, d'une part, transmettre des doléances « à qui de droit » et, d'autre part, « pour multiplier les initiatives de ce genre afin de dénoncer la situation critique de la femme nigérienne »¹¹. En conséquence, mon intuition de chercheur a, pendant l'interprétation des données, vacillé plus d'une fois entre les exhortations méthodologiques d'une anthropologie textualiste et post-moderniste (à la Geertz) et la nécessité de produire un travail scientifique qui ne fait pas de place au héros du terrain. En somme, l'indispensable posture « ni trop proche, ni trop loin » (Agier, 1997) du chercheur a été d'une manière ou d'une autre écornée. Selon les perceptions, j'ai été plutôt perçue trop proche ou trop éloignée de certains clans confessionnels et « idéologiques ». L'inconfort au plan éthique et moral a été si fort qu'il justifie en grande partie la présente analyse.

Risque encouru d'une « fatwa » enragée

Dans les « milieux islamistes », l'équipe a été de prime abord déclarée *persona non grata* parce que ses intentions « subversives » offenseraient

¹⁰ Tout en restant jalouse de ma liberté de penser et d'agir dans la société, les connotations de plus en plus péjoratives de ce qualificatif ne m'ont pas séduite outre mesure.

¹¹ « Qui de droit » désigne ici l'Etat et les organisations internationales favorables à la défense des droits des femmes.

les principes de la religion musulmane. Parmi ceux-ci ceux qui prônent la supériorité ontologique de l'homme sur la femme étaient et sont encore les plus prégnants. Une islamiste engagée, intellectuelle, par ailleurs grande femme d'affaires, a accueilli avec beaucoup de mépris et de remontrances les enquêteurs qui ont sollicité un rendez-vous pour un entretien. Ses propos sont sans appel :

« Quelle recherche vous comptez faire ? Perturber un ordre qu'Allah a établi ? Avec vos études, vos recherches, vous pensez renverser la vapeur. C'est bien Dieu qui a dit que la femme n'est pas l'égale de l'homme ; et vous voulez qu'il en soit autrement ? Vous êtes des égarés ! S'interroger sur ces principes est en soi une forme de mécréance. Vous (en s'adressant, menaçante, à l'enquêtrice), ne vous croyez jamais comme les égales des hommes ; vous ne le serez jamais. Abandonnez ces illusions. Vous avez mieux à faire que de questionner ce qui est établi par Allah !!! »

Sur ces entrefaites, elle congédia sans- façon les enquêteurs et s'en alla vaquer à ses occupations « pieuses » et « commerciales »¹².

A côté de cette menace qui est loin d'être anodine, une autre, exprimée par voie téléphonique, s'en est suivie. Entre deux entretiens, je suis appelée avec un numéro masqué et on me demande au bout du fil les réelles motivations de cette recherche. Celle-ci, selon mon interlocuteur, qui s'exprimait à la fois en français et en hausa, « *n'est rien d'autre qu'une manière déguisée pour l'instauration du code de la famille* ». Accepter de mener une étude sur cette « question satanique » est, poursuit-il, une façon de prouver son appartenance aux « forces du mal »¹³. Comprenant les sous-entendus de ces paroles, j'ai entrepris un travail de démystification et là aussi de démenti pour rassurer mon interlocuteur dont j'ignorais la capacité de nuisance.

¹² L'intéressée était occupée à superviser la vente au sein de sa pharmacie, un livre de lecture islamique à la main, emmitoufflée dans une longue burqa.

¹³ Le Niger ne dispose pas encore d'un code de la famille. Un projet de code de la famille a été élaboré depuis les débuts des années 1990 mais n'a pas encore été accepté. Il ne fait même plus l'objet de débat public en raison des vives contestations des milieux religieux et de certains conservateurs. Ceux qui s'y hasardent sont menacés d'excommunication.

Étiquetage « déculturant »

Cette étude sur le rôle des institutions traditionnelles et religieuses dans la promotion féminine m'a amenée à côtoyer des groupes d'individus aux intérêts souvent diamétralement opposés : d'un côté, les marabouts et les hommes d'église et de l'autre les nombreuses « animatrices » des associations féminines progressistes qui défendent les libertés des femmes. Nombre de ces acteurs ont aussi été mes interlocuteurs lors de mes recherches sur la fécondité, réalisées dans le cadre de ma thèse. Des questions comme les mécanismes traditionnels et religieux de régulation de la fécondité et de l'infécondité (sexualité, planification familiale, accouchements, avortements, stratégies de séduction, etc.), les rapports sociaux de sexe, etc. ont été abordés. Cette dernière question reste transversale à la plupart des sujets que j'ai abordés.

Les écueils que j'ai personnellement connus sont liés aux dynamiques d'implication dans le milieu d'étude et d'incorporation des représentations et imaginaires les plus répandus sur lesdites questions. J'ai aussi souvent pris part, aux côtés de certains de mes enquêtés, à des échanges, souvent houleux, pendant lesquels il était malaisé d'assumer le dédoublement statutaire : d'une part, pour discuter objectivement des rapports de genre et, d'autre part, pour s'insurger contre une forme d'injustice à laquelle les femmes sont confrontées. Cette expérience d'enquête n'a pas toujours été « heureuse » car, au regard de mes prises de position sur les rapports de genre, je me suis fait souvent attribuer des étiquettes comme « occidentale », « blanche », « acculturée », etc. Cette nouvelle recherche sur le statut de la femme en milieu nigérien n'a fait que conforter mes anciens/nouveaux enquêtés dans leurs critiques. Cette nouvelle immersion m'a fait prendre conscience que concilier une identité féminine, « logiquement » soumise aux valeurs patriarcales, et l'altérité du chercheur, soucieux de maintenir une certaine distanciation vis-à-vis de son objet de recherche, était plus aisée à proclamer qu'à mettre en œuvre.

Contexte 3 : une intrusion ethnographique pour « décrire le caché » ¹⁴

Dans ce troisième cas, comme dans celui concernant l'étude sur l'excision, le travail d'anthropologue a consisté à donner de la visibilité à l'invisible, de la lisibilité et de l'audibilité à des situations latentes.

Après dix années d'expérience d'enquête dans des espaces médicaux différents, une identité d'inquisitrice m'avait été attribuée. Les deux situations suivantes ont été régulièrement observées lors de mes recherches passées : l'appartenance des médecins (surtout spécialistes) à plusieurs structures médicales privées (c'était d'ailleurs une pratique très généralisée), et la présence minimaliste de certains agents de santé dans les structures publiques.

Ces deux observations se recoupent aisément. Les retards et l'absentéisme ont encore cours dans les structures de santé publiques. Les horaires officiels sont peu respectés. On vient généralement sur le lieu officiel du travail pour faire « acte de présence » et pour contenter quelques amis qui aspirent à un traitement personnalisé sans payer. Dans l'expression de ces dysfonctionnements produits par les « hauts gradés », les personnels de grade inférieur (infirmiers, sages-femmes, techniciens, personnels d'appui, etc.), tout en stigmatisant souvent ces pratiques, jouent aux « rabatteurs ». Pour tous, le malade apparaît comme « une vache à lait ».

Forte de ces deux observations, j'ai entrepris en 2011 une pré-enquête dans trois structures dont deux privées pour approfondir mon exploration de ces thèmes. La problématique née de ces constats de recherche a donné naissance à une réflexion sur le détournement des usagers des formations sanitaires publiques vers les cliniques privées mais formulée à partir d'un euphémisme : les mouvements des malades entre structures publiques et privées.

Certains sujets lors de l'enquête ethnographique n'ont pas pu être entièrement occultés (on ne pouvait leurrer nos interlocuteurs sur tous les

¹⁴ J'emprunte l'expression à Blundo (2003).

objectifs des échanges). Deux situations majeures qui nous renseignent sur la question du risque ethnographique ont ainsi été observées lors de ces enquêtes. Elles peuvent être présentées sous un seul aspect : les intimidations et les menaces verbales. Pendant ma pré-enquête, j'ai rencontré onze personnels soignants (toutes catégories confondues) et trois agents de surface (manœuvres et filles de salle). En plus de ces interlocuteurs réellement rencontrés, je me suis aussi « confrontée » à d'autres acteurs : le propriétaire d'un centre privé et cinq agents de santé rattachés aux structures publiques et privées. La relation d'enquête avec le personnel d'appui a globalement été acceptable malgré la méfiance de ces derniers. Du côté des agents soignants, en dehors de trois entretiens réalisés dans des conditions similaires, les échanges entre le chercheur et les enquêtés ont été très difficiles. Ici, la double appartenance professionnelle met à jour le « conflit d'intérêt » provoqué par les pratiques des agents. Sur la défensive, ceux-ci n'ont pas manqué de rappeler mes intentions nuisibles consistant à « mettre le sable dans le plat d'autrui »¹⁵. Seules « la jalousie et l'envie de nuire aux autres », d'après mes interlocuteurs, peuvent justifier mon entreprise « unilatérale »¹⁶. Et comme « les chercheurs se muent souvent en journalistes » (sic), ma recherche, selon eux, ne repose sur aucun fondement scientifique. Mon travail de recherche est en conséquence assimilé à ce que d'aucuns appellent en langue hausa le *tonan asiri* (qui signifie littéralement, « dévoilement des secrets »). Cette forme de divulgation est foncièrement critiquée, rejetée.

Les extraits d'entretien ci-dessous donnent la mesure de cette amertume et de cette désaffection vis-à-vis de la recherche :

« L'esprit de nuisance est fort chez vous. Vous avez déjà écrit "une médecine inhospitalière" ; que voulez-vous écrire d'autre sur nous ? »

¹⁵ Il s'agit d'une traduction littérale d'une expression couramment employée dans les langues locales pour annihiler les efforts d'autrui dans sa quête d'un mieux-être, notamment sur le plan professionnel.

¹⁶ Ma recherche manque d'autant plus de légitimité et de légalité qu'elle n'est commanditée par aucune structure « attitrée » (l'Etat ou un de ses démembrements, une ONG/association, un projet de développement ou un organisme international, etc.).

« Vous pensez impunément utiliser votre plume contre les autres ? Non ! On peut aussi réagir et nous le ferons à notre manière. »

« Vous les sociologues, vous pensez vous suffire à vous-mêmes mais c'est faux, c'est même archifaux. N'oubliez pas que vous avez besoin de nous pour rester en bonne santé ou pour vous soigner. Et pour cela vous allez revenir à nous et en ce moment vous regretterez beaucoup de choses à commencer par votre plume. »

Ces différents propos, chargés de ressentiment à peine contenu, révèlent le caractère hautement sensible des enquêtes qui remettent en cause des positions de pouvoir ou des avantages économiques. En effet :

« L'enquête sur des acteurs en position dominante économiquement ou politiquement est, elle aussi, périlleuse : elle induit des effets d'intimidation, de séduction ou de flatterie, renforcés par la capacité à manœuvrer de personnalités rompues à l'art de gouverner ou de communiquer. » (Cefaï et Amiraux, 2002 : 3)

Conclusion

La « sensibilité » des terrains fait ici à la fois référence aux espaces, aux pratiques, aux enjeux et aux acteurs enquêtés. Chaque cas vécu, étudié, pose aussi et surtout la question cruciale de l'acceptation ou non des principes cardinaux même de notre discipline. Comment le terrain est-il négocié ? Quelle utilité publique revêtent les enquêtes ethnologiques en général ? Respecter la confidentialité et l'anonymat constitue-t-il le seul code éthique dont doit se prémunir un chercheur avant le terrain ? Les attitudes de la plupart de mes interlocuteurs pendant ces trois recherches montrent en filigrane que les enquêtes ethnographiques peuvent être plus ou moins hétéronomes. Ce que j'appellerai « l'intrusion ethnographique » n'associe finalement les enquêtés qu'en dernier ressort, au moment du recueil des données, une période lors de laquelle ils restent incontournables. En somme, nous mettons donc nos groupes-cibles devant le fait accompli. Une fois les procédures de ciblage définies, ils nous découvrent généralement en situation d'enquête. Leur extériorité au processus global de la négociation peut dans une large mesure expliquer l'introversion, l'hostilité ou la méfiance des groupes auxquels nos enquêtes s'adressent.

L'utilité publique se décline à la fois en termes de demande ou de besoin d'enquête et de gain escompté. Certains conservateurs et leaders religieux (musulmans ou chrétiens), mais aussi les populations pratiquant l'excision et les personnels soignants à multiples affiliations professionnelles, n'ont pas souhaité d'études sur leurs croyances, convictions, pratiques et discours, de même qu'ils n'envisageaient pas d'exploiter à leur avantage les résultats desdites enquêtes.

En nous imposant à nos objets/sujets de recherche, à nos terrains, de manière quasi péremptoire, ne violons-nous pas certaines règles éthiques chères à notre discipline ? Supiot (2001) définit l'éthique comme :

« [...] un ensemble de règles ayant pour objet de soumettre l'activité scientifique au respect de valeurs jugées plus hautes que la liberté du chercheur. » (cité par Desclaux, Sarradon-Eck, 2008)

Au regard de cet éclairage conceptuel, je peux dire que les implicites et l'opacité (Abelès, 2002) ont davantage eu droit de cité dans ma démarche car les véritables objectifs n'ont pas été partagés avec mes enquêtés. J'ai le sentiment de ne pas avoir exposé de manière transparente les objectifs qui sous-tendent ma recherche. J'ai laissé un « vide » dans lequel se sont tout logiquement engouffrés le doute et la suspicion. Or, Desclaux et Sarradon-Eck (2008), tout en rappelant les conflits et les pratiques, montrent opportunément la valeur heuristique de l'éthique en anthropologie de la santé voire en anthropologie tout court. Ce que Cefaï et Amiraux (2002) appellent « l'auto-analyse » ou « l'ego-histoire » et que je viens de présenter me met face à mes propres limites, notamment les biais éthiques et méthodologiques qui peuvent entacher tout travail de recherche scientifique.

Accepter de « se dévoiler » c'est aussi admettre les faiblesses de sa pratique en vue de l'amender. C'est aussi l'idée que soutient ici Bizeul quand il dit :

« Raconter le travail sur le terrain en toute honnêteté comporte un risque : celui d'apparaître sous un jour défavorable, comme un analyste sans imagination et comme un piètre enquêteur. Car c'est faire état de problèmes relativement triviaux à l'aune des questions théoriques ou des débats d'idées et c'est avouer des faiblesses donnant de soi une image décevante. » (Bizeul, 2007 : 69)

Cette introspection nécessaire sur l'expérience d'enquête est, en dépit de tout, loin d'être un aveu d'échec mais un processus normal de la production de la connaissance en sciences sociales. Ces écueils d'ordre méthodologique auxquels j'ai été confrontée à un moment de ma pratique ethnographique relatent dans une certaine mesure mon « histoire personnelle dans l'histoire d'enquête », qui dévoile également la place de la subjectivité du chercheur.

Bibliographie

- ABELES M., 2002, « Le terrain et le sous-terrain », in Ghasarian C. (éd), *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*, Paris, Armand Colin : 35-43.
- AGIER M., 1997, « Ni trop loin, ni trop près. De l'implication ethnographique à l'engagement intellectuel », *Gradhiva*, n°21 : 68-76.
- ALBERA D. (éd.), 2001, « Terrains minés », *Ethnologie française*, vol. XXXI, n° 1.
- BIZEUL D., 2007, « Que faire des expériences d'enquête ? Apports et fragilité de l'observation directe », *Revue française de science politique*, Vol. 57 : 69-89.
- BLUNDO G., 2003, « Décrire le caché. Stratégies et contraintes de l'enquête ethnographique sur la corruption », in Blundo G. et Olivier de Sardan J.-P. (éds), *Pratiques de la description*, Paris, Éd. de l'EHESS : 75-111.
- BOUILLON F., FRESIA M., TALLIO V., 2005, *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, Editions de l'EHESS.
- BOUMAZA M., CAMPANA A., 2007, « Enquêter en milieu "difficile". Introduction », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 1, février 2007 : 5-25.
- BOURDIEU P., 1998, *La domination masculine*, Paris, Editions du Seuil.
- CEFAÏ D., AMIRAUX V., 2002, « Les risques du métier : engagements problématiques en sciences sociales », *Cultures et Conflits*, n° 47, automne 2002.
- CEFAÏ D. (éd.), 2003, *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, Recherches, Série Bibliothèque du MAUSS.
- CEFAÏ D. (éd.), 2010, *L'engagement ethnographique*, Paris, Editions de l'EHESS.

- CROZIER M., FRIEDBERG E., 1977, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Ed. Seuil.
- DESCLAUX A., SARRADON-ECK A., 2008, Introduction au dossier « L'éthique en anthropologie de la santé : conflits, pratiques, valeur heuristique », <http://www.ethnographiques.org/2008/Desclaux,Sarradon-Eck.html>, consulté le 12 avril 2013.
- FASSIN D., BENSA A. (éds), 2008, *Les politiques de l'enquête. Epreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte.
- FAVRET-SAADA J., 1985 [1977], *Les mots, la mort, les sorts. La sorcellerie dans le bocage*, Paris, Gallimard, 427 p.
- GIAFFERI N., 2004, « Violence de la relation ethnographique », *Terrain* [En ligne], 43, mis en ligne le 05 septembre 2008, consulté le 06 décembre 2012, <http://terrain.revues.org/1864>.
- MOUSSA H. (avec la collaboration de SOULEY A.), 2008, « Etude de base sur les droits humains et la santé de la reproduction dans la Commune rurale de Torodi », Niamey, CONIPRAT (financement UNICEF).
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 1988, « Jeu de la croyance et "je" ethnologique, exotisme religieux et ethno-egocentrisme », *Cahiers d'études africaines*, n°111, vol. 28 : 527-540.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 1995a, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, APAD-Karthala, 221 p.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 1995b, « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, 1 : 71-112.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2000, « Le "je" méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain », *Revue française de sociologie*, 41-3 : 417-445.
- PARDO M., 2002, « Sociologie et risque : nouveaux éclairages sur les facteurs sociaux et la participation publique », *MANA Revue de Sociologie et d'Anthropologie*, n° 10-11: 285-305.
- PERITORE N.P., 1990, « Reflections on dangerous fieldwork », *American Sociologist*, 21: 359-372.
- SUPIOT A., 2001, *Pour une politique des sciences de l'homme et de la société*, Paris, PUF.

VIDAL L., 2010, *Faire de l'anthropologie. Santé, science et développement*, Paris, La Découverte.

Hadiza Moussa était membre du laboratoire LASDEL de Niamey (Niger)
et enseignante à l'Université Abdou Moumouni de Niamey